

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CLÉMENT JUGLAR

**De l'inégalité de la répartition des bénéfices du travail et du capital
dans l'accroissement de la richesse depuis 50 ans**

Journal de la société statistique de Paris, tome 38 (1897), p. 184-197

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1897__38__184_0

© Société de statistique de Paris, 1897, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

DE L'INÉGALITÉ DE LA RÉPARTITION DES BÉNÉFICES DU TRAVAIL ET DU CAPITAL DANS L'ACCROISSEMENT DE LA RICHESSE DEPUIS 50 ANS.

On nous excusera de revenir sur une question déjà traitée dans plusieurs de nos séances. Mais la thèse de notre confrère, M. Coste, est si séduisante pour l'opinion publique actuelle et surtout pour les candidats progressistes à la députation que, malgré toutes les objections scientifiques soulevées par nos confrères Fournier de Flaix, Levasseur, Grüner, Neymarck, Cheysson, leurs observations sont trop délicates pour que le public en tienne compte si on n'insiste pas.

M. Coste ne néglige pas non plus l'observation, mais il la résume simplement en choisissant trois chiffres.

Accroissement.

Période	Salaire moyens (1).	Produits nets du capital.	Valeurs successorales.
—	—	Pour 100.	—
1851-1890. . . .	161	236	300

(1) Pour l'industrie houillère.

C'est simple et clair, la question paraît résolue. Ces trois chiffres produisent une profonde impression, on en rêve encore quand on a reconnu que pour les salaires le chiffre n'est pas exact, et même, quand on a rétabli la véritable proportion, on est encore troublé, on réclame de nouvelles preuves, nous voudrions les fournir.

Nous avons observé qu'en prenant la totalité des produits nets du capital, sans nous dire si ce capital n'avait pas varié, et en la comparant, non pas aux *salaires totaux*, mais à un *salaire moyen*, notre confrère mettait ainsi en présence deux éléments qui n'étaient pas *comparables*; il est à craindre que l'on conserve l'impression des trois chiffres mis en relief, l'accroissement des salaires n'ayant été que de 161 p. 100, alors que celui du capital s'élevait à 236 p. 100! Il est vrai que si l'on rectifie l'opération en établissant la comparaison avec les *salaires totaux*, alors la proportion change :

Proportion de l'accroissement des salaires.

D'après les salaires moyens.	D'après les salaires totaux.
161 p. 100	347 p. 100

De 161 p. 100 elle s'élève à 347 p. 100, c'est-à-dire dans une proportion même plus considérable que celles du capital et des valeurs successorales, l'harmonie se trouve ainsi rétablie.

Pour expliquer l'écart qu'il donne, M. Coste ajoute bien que ce n'est qu'une indication, non une démonstration, puis, aussitôt, aux deux premiers chiffres il ajoute celui des valeurs successorales qui, de 2 216 millions en 1840, se sont élevées à 6 632 millions de francs, de 1885 à 1895, de sorte que les valeurs mobilières, les terres, les maisons qui ont changé de mains ont triplé de valeur! Sans attribuer à ces chiffres une valeur précise qu'ils n'ont pas, ils révèlent, selon lui, un fait *grave*, dont il faut chercher l'explication. Il rappelle alors l'opinion de M. de Molinari, qui déclare, lui aussi, quoiqu'il ne *possède pas de renseignements précis* sur la répartition de la richesse, que les classes supérieures et moyennes se sont enrichies dans une proportion plus forte que celle qui vit à peu près exclusivement du produit de son travail : *ainsi cette répartition abandonnée à elle-même peut être inégalitaire.*

Voilà le fait bien établi, il n'y a plus de *réserve* : la société se compose de bandes d'exploiteurs et d'exploités; comme on le répète chaque jour : les humbles et les petits sont destinés à devenir toujours plus pauvres et les riches plus riches. Il a suffi de mettre trois chiffres en présence pour que la démonstration parût complète. C'est la négation de tous les principes économiques. Il y a, dit-on, un équilibre qui a été rompu; comment le rétablir? Avant de chercher un remède, est-il vrai d'abord qu'il ait été rompu? Faire intervenir ici l'inégalité de situation de l'entrepreneur et de l'ouvrier, c'est reprendre le thème de l'inégalité des conditions que nous rencontrons à chaque pas, inégalité sans laquelle la société ne saurait vivre, c'est se mettre à la recherche de l'égalité des conditions. Malheureusement, comme toutes les erreurs, ce sont elles qui entrent de suite en circulation; il nous faudra plus de trois chiffres pour montrer qu'on a fait *fausse route*. Nos confrères ont indi-

qué quelques sources où l'on pourrait puiser ; pour soutenir la même thèse, nous mettrons sous les yeux les relevés statistiques que nous avons signalés (1).

Si l'on manque de renseignements précis sur la répartition de la richesse, ce qui n'est pas exact, car il y en a, on ne pourra pas récuser ceux que nous possédons pour les dépenses par les consommations ; sur ces relevés, on peut suivre celles des classes les moins nombreuses et celles des classes les plus nombreuses, et alors les chiffres prennent de telles proportions que la somme des produits du capital et des valeurs successorales, en défalquant le capital immobilisé qui, lui-même, est un produit du travail, n'aurait pu y suffire. Ce sont donc bien les salaires, et les salaires seuls, qui ont permis et alimenté ces dépenses de consommation.

Nous les constatons d'une manière très claire, non pas sur le cube et la valeur des matières consommées, mais sur les droits perçus qui, quoique n'égalant qu'une faible partie, trop forte encore, de la valeur des produits, s'élève à des centaines de millions ; à quelle somme s'élève donc la valeur totale ? Nous prendrons les séries des recettes indirectes perçues par l'État et par l'octroi de la ville de Paris, sur les boissons, sur le tabac et sur les comestibles. Nous suivrons les variations que ces recettes présentent, selon les périodes que l'on observe, de 1840 à 1895, les mouvements croissants et décroissants qui s'accusent dans toutes au même moment, quoique dans des proportions bien différentes, ce qui permettra de remonter jusqu'à l'origine et à la durée même des mouvements et d'en tirer des conclusions.

Ce qui sautera aux yeux, sur le tableau, ce seront les différences que l'on notera entre les écarts de l'accroissement des consommations pour les liquides et pour les solides, pour les boissons et pour le tabac et les comestibles.

A ces taxes qui frappent les produits et peuvent donner une idée assez exacte des quantités consommées, nous joindrons les mouvements des voyageurs, par classe, dans les chemins de fer, les mouvements des fonds déposés dans les caisses d'épargne en France et à Paris, le capital des rentes achetées pour les déposants, ainsi que les sommes versées aussi, sur leur demande, à la caisse des retraites. Il faudrait y joindre encore le capital des sociétés de secours mutuels, des sociétés coopératives, etc.

MOUVEMENTS DES CONSOMMATIONS DES BOISSONS ET DU TABAC EN FRANCE DE 1840 À 1895.

Un mot sur les principaux événements qui ont pu avoir une action sur leur accroissement ou leur diminution.

Boissons. — L'année 1840 succédait à la crise de 1839, la taxe perçue sur les boissons s'élevait à 90 millions de francs.

La crise liquidée, la période prospère reprend son cours ; ce fut la plus belle de tout le règne de Louis-Philippe : le cours du 3 p. 100 s'élève à 86 fr. 40 c. et la taxe sur les vins à 101 millions, en 1847, l'année même de la crise.

La Révolution de 1848 éclate, et, au milieu de la perturbation générale, la recette s'abaisse à 90 millions. Dès qu'un peu de calme est rétabli, la consommation se

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris*, avril 1897.

relève, et, en 1851, l'année même du coup d'État, les recettes atteignent déjà 103 millions. Avec l'espoir d'un lendemain, le travail et les recettes, en 1853, les élèvent à 115 millions de francs. La guerre de Crimée arrête la progression, on retombe à 107 millions; mais aussitôt que les hostilités paraissent limitées, le mouvement en avant se dessine et continue chaque année jusqu'à la crise de 1857 (153 millions).

La liquidation de cette crise, en 1858, ne l'arrête même pas; l'activité des affaires est telle, la prospérité générale si grande, qu'en 1860 les droits perçus sont déjà de 23 millions supérieurs (176 millions). Les traités de commerce conclus à cette époque viennent donner une nouvelle impulsion qui se traduit par une augmentation de 40 millions en 1864, au moment de la crise du coton (guerre de la Sécession aux États-Unis).

Malgré cette épouvantable perturbation, la crise, en Angleterre, se fait attendre deux années, pour n'éclater qu'en 1866. Rien ne peut arrêter le développement de la consommation des boissons, à en juger par les droits perçus: nous les voyons s'élever chaque année, même de 19 millions en 1866 (244 millions de francs). Ici, il y a une pause, même un léger recul, à 234 millions, pour marquer la liquidation de la dernière crise, ce qui n'empêche pas un relèvement immédiat à 249 millions en 1869, à la veille de la guerre.

On embrasse d'un simple coup d'œil la période de grande prospérité que l'on vient de parcourir depuis 1851, malgré les quelques points d'arrêt marqués par les crises commerciales de 1857 et de 1864, qui correspondent à celles de 1839 et de 1847, et à celles que nous allons encore rencontrer et qui, toutes, laissent la trace de leur passage sur les consommations, surtout sur leur développement à peine interrompu dans les circonstances les plus critiques.

En 1870, la guerre franco-allemande déprime la taxe de consommation des boissons de 249 à 223 millions de francs, ce qui n'empêche pas de la voir se relever l'année suivante à 245 millions et, en 1872, avec l'accroissement des taxes, à 289 et même à 327 millions en 1873, au moment de la crise qui éclate à l'étranger, la France ayant été forcée d'avancer sa liquidation en septembre 1870, au début des hostilités.

Cette liquidation, faite au moment où les nations étrangères entraient, elles aussi, dans la même période, donnait à la France une avance, surtout après le succès de ses prodigieux emprunts; aussi, les consommations n'en portent aucune trace. Pour les boissons, la progression moyenne annuelle de 29 millions, en 1874 et 1875, ne s'écarte guère de 15 à 20 millions dans les années suivantes, jusqu'en 1880, où la taxe des boissons s'élève à 439 millions de francs! Rien ne caractérise mieux une période de grande prospérité et, pour qu'on se livre à de pareilles dépenses, il faut que les salaires aient suivi une progression correspondante. L'accroissement de la consommation, sans tenir compte des taxes nouvelles, a presque quadruplé (387 p. 100).

L'arrêt s'est produit en 1881, la dernière année de la période prospère et la première année de la période de liquidation, la taxe a fléchi de 34 millions (405), se relevant de suite à 426 millions en 1884, tant les ressources de la population étaient grandes, pour ne pas changer ses habitudes. Malgré l'espoir d'une reprise prochaine, il fallait tenir compte du ralentissement des affaires pendant la période de liquidation et, en 1885 et en 1886, nous voyons la recette des boissons baisser

à 416 et 411 millions de francs. Cette baisse correspond bien à la dernière année de la liquidation de la crise de 1882.

Dès 1887, la reprise de la consommation coïncide bien avec la première année de la reprise des affaires; nous voyons les produits de la taxe se relever chaque année par un mouvement continu de 8 à 19 millions jusqu'en 1890, alors qu'éclate le krach Baring (444 millions). La progression fléchit un peu en 1893, la première année du ralentissement des affaires, puis en 1892 elle se relève de suite de 19 millions pour atteindre 470 millions de francs, c'est le chiffre maximum touché depuis 1840; on a pu constater par quelle progression continue, à peine interrompue pendant la liquidation des crises et donnant des proportions d'accroissement variables en rapport avec l'activité ou le ralentissement des affaires. Comment mieux suivre les variations des salaires et du chômage ?

Si nous résumons cette plus-value des taxes des consommations des boissons de 1840 à 1892, dernier chiffre maximum atteint, nous constatons que la plus-value des taxes perçues s'élève à 380 millions de francs, qui se divisent ainsi : 159 millions, produit de la perception de 1840 à 1869 (29 années), avant la guerre, et 221 millions de 1869 à 1892 (23 ans).

Le développement de la consommation, même en tenant compte de l'accroissement de la population et des surtaxes, conséquences de la guerre, dépasse de beaucoup les rectifications que l'on pourrait faire. Les taxes perçues sur les boissons ont plus que quadruplé de 1846 à 1892, et c'est surtout depuis la guerre de 1870 et la liberté des cabarets, en 1880, que la progression a été la plus rapide.

Quelle a été la partie de la population qui a pu supporter de pareilles dépenses ? Est-ce la classe aisée, le petit nombre, ou la classe moyenne qui a changé ses habitudes d'économie, ou n'est-ce pas plutôt le grand nombre des travailleurs qui, avec un salaire croissant, trouvant sur son passage des débits toujours ouverts, a été sollicité à y entrer et y dépenser une grande partie du fruit de son travail. Le succès de tous ces cabarets de nouvelle création, dont le nombre s'accroît chaque jour, donne à penser qu'il en est ainsi, et confirme cette opinion. Nous y reviendrons en étudiant la consommation des vins et des comestibles soumis à l'octroi, à Paris, ainsi que celle du tabac. Le rapprochement sera d'autant plus curieux que nous rapprocherons de la consommation normale celle qui a eu lieu au moment des expositions universelles en 1878 et en 1889.

En résumé, comment admettre que les dépenses pour les boissons aient pu quadrupler de prix si les salaires n'ont pas suivi du même pas ? Toutes ces sommes qui s'élèvent à des centaines de millions ne figurent pas, il est vrai, dans les valeurs successorales, mais alors, comment M. Coste pourrait-il nous expliquer qu'un accroissement des salaires de 161 p. 100 a pu y suffire ?

Consommation des boissons à Paris. — Nous venons de suivre les mouvements des taxes perçues sur les boissons en France; un coup d'œil pour nous rendre compte des recettes de l'octroi à Paris ne sera pas inutile pour constater si elles marchent d'accord avec les premières. Trouverons-nous la même concordance et la même amplitude dans les mouvements ? Se rencontreront-ils dans les périodes prospères et dans les périodes de liquidation la même année ou à une année près ?

Les recettes de l'octroi à Paris, pour les boissons, s'élèvent de 11 millions de

francs, en 1840, à 68 500 000 en 1895, c'est-à-dire de 606 p. 100, tandis que pour la France, l'accroissement n'est que de 522 p. 100 (1).

Le produit a *sextuplé* à Paris et *quintuplé* seulement en France, alors que la richesse, d'après les estimations successorales de l'enregistrement, aurait seulement *triplé*. Les salaires seuls auraient donc pu permettre une consommation proportionnelle plus considérable encore !

Ce qui prouve que ce sont bien les salaires qui ont profité du développement de la richesse, c'est que l'accroissement des recettes pour les boissons en France et à Paris s'observe toujours pendant les périodes prospères, et même un peu au delà, même après l'explosion de la crise. L'habitude prise, le salaire réduit, on prend sur l'épargne.

Les séries ascendantes sont presque continues ; quand il y a un arrêt, il est sensible, bien marqué, mais sans durée, le plus souvent ne dépassant pas une année, le mouvement ascendant reprenant de suite.

De 1840 à 1896 la moyenne annuelle des accroissements varie de 300 000 fr. en 1840-1846 à 8 400 000 fr. en 1874-1876, après le vote des nouveaux impôts, suites de la guerre de 1870.

La moyenne annuelle des diminutions varie de 7 800 000 fr., de 1873 à 1874, à 1 300 000 fr. de 1881 à 1887, pendant la période de liquidation, et, comme contraste, le mouvement ascendant reprend de suite à 3 200 000 fr. par moyenne annuelle jusqu'en 1889.

Cette année de l'Exposition apporte, il est vrai, son contingent, qui s'élève à 5 300 000 fr., sans que cette consommation extraordinaire, due surtout à la présence des visiteurs français et étrangers, fléchisse de plus de 2 500 000 en 1890. Les droits perçus s'élevaient à 58 800 000 fr. en 1888, 64 100 000 fr. en 1889 et nous les retrouvons à 61 600 000 en 1890, quand la foule a disparu. On sent bien ici l'accroissement des bénéfices réalisés à Paris par toutes les personnes qui, d'une manière directe ou indirecte, ont pris quelque part aux affaires ; les salaires n'y ont pas été étrangers, sans que la population, aisée et moyenne, ait changé de régime en ce moment.

Le krach Baring ne modère même pas d'abord le développement de la consommation : de 61 600 000 fr. elle s'élève à 65 000 000 fr. (1890-1892), alors seulement le ralentissement des affaires, suite de ce krach, l'abaisse à 63 000 000 fr. en 1893 ; puis, dès 1894, malgré la persistance des inquiétudes, ne l'empêche pas de se relever et d'atteindre, comme recettes d'octroi, les chiffres de 66 000 000 de francs en 1895 et de 68 500 000 fr. en 1896. Tous les maxima sont largement dépassés, nous reprenons la période prospère, interrompue par le krach Baring, période qui remonte à 1887. La marche des périodes est donc régulière.

Tabac. — Continuant notre observation sur les recettes indirectes fournies en France par le tabac, le tableau général nous fera toucher du doigt des variations analogues, sinon semblables, se produisant au même moment, sous la même influence. Ce qu'il faut noter, c'est que les arrêts complets d'accroissement, suivis d'un recul, ne s'observent qu'en 1848, en 1870, en 1871, en 1886, c'est-à-dire

(1) L'accroissement de la population a été, à Paris, de 260 p. 100, alors que l'accroissement pour toute la France, y compris Paris, ne dépasse pas 111 p. 100.

après les crises, dans les périodes de liquidation, et encore pas dans toutes, car après celles de 1857, de 1864 et de 1873, le mouvement croissant continue sans interruption, mais la progression annuelle diminue au point d'être réduite presque à rien, même à zéro, ce qui, après des accroissements notés de 7, 8, 9, 10, 11, 14 millions en 1854, 1853, 1880, 1857, 1856 et 1875, est bien significatif, et prouve combien, dans les crises les plus graves, malgré le ralentissement des affaires, la fermeture même des usines, la situation des travailleurs est encore moins critique que celle des industriels ou des commerçants, dont les effets de commerce, les lettres de change, le crédit, en un mot, a complètement disparu, si on en juge par le *chiffre minimum* auquel est réduit le *portefeuille* des grandes banques, alors que quelques années auparavant il avait atteint, au moment de la crise, son *chiffre maximum*.

Nous retrouvons ici, comme pour les taxes des boissons, les mêmes séries ascendantes ou descendantes, selon les périodes prospères ou de liquidation. Dans ces séries de progression du produit des taxes, on remarquera dans la longue suite de 1849 à 1868, les années prospères de 1853 à 1858, la dépression de 1859, pendant la liquidation, les belles années de 1860 à 1865, la liquidation en 1868, quoique sans recul sur les chiffres de l'année précédente. Il faut le désastre de 1870 pour faire baisser la consommation. Elle se relève de suite en 1872, la liquidation de la crise de 1873 la déprime en 1874, puis en 1875 et en 1876 reparaissent des plus-values annuelles de 8, 14 et 10 millions, qui s'abaissent à 3 pendant la liquidation, en 1879.

Dans la période prospère, qui finit par la crise de 1882, la plus-value annuelle ne dépasse pas 9 millions, mais le même chiffre paraît trois années de suite. La liquidation, en 1886, est ici bien sensible, l'impôt perçu est de 6 millions au-dessous de l'année précédente.

Enfin vient, en 1890, le krach Baring; le ralentissement des affaires qui suit entraîne encore un recul en 1891, mais ce recul sur l'année précédente ne dépasse pas un million.

Ainsi, aux mêmes époques, quoique sur une moindre échelle que pour les boissons, les accroissements annuels se succèdent, entremêlés d'interruptions et de reculs en rapport avec l'activité des affaires et du travail, ce qui prouve bien que les ouvriers y prennent la plus grande part et que leurs salaires en font tous les frais. Comment s'expliquer autrement ces différences si considérables d'accroissement selon les années? Comment admettre, pour les classes aisées, avec une fortune bien établie, dont les revenus rentrent régulièrement, une aussi notable différence dans les consommations et dans les dépenses? On sent qu'il y a là une foule qui satisfait ses besoins, même les dépasse, selon l'argent dont elle peut disposer, et cet argent, d'où peut-il venir, sinon de son salaire?

En résumé, de 1840 à 1896, l'accroissement des produits de la taxe du tabac en France s'élève de 95 à 376 millions, soit de 281 millions de francs : ces recettes ont triplé! Il s'agit de vérifier quelle a été leur répartition dans cette longue période de 56 ans, plus d'un demi-siècle, avec des périodes de prospérité, de crise, des révolutions et des guerres inoubliables.

La plus-value (281 millions), répartie en 53 ans, n'égale qu'un accroissement de 5 1/2 millions de francs en moyenne par année, sans donner une idée exacte de cette répartition dont les plus grands écarts, en moyenne, par série de baisse ou

de hausse varient de 18 millions de francs (1870-1871), à 9 700 000 fr. (1874-1877).

Pour le tabac, l'accroissement des produits de la taxe paraît continu, sauf en 1870-1871, où le recul est très sensible (18 millions en moyenne), c'est le second que l'on note depuis 1840; le premier avait été à peine sensible (1 million), en 1848, malgré la gravité de la situation. Même pendant la liquidation des crises les plus graves, en 1857, en 1864, en 1873, non seulement la diminution n'est pas notable, mais il y a encore un accroissement, accroissement beaucoup moindre que pendant la période prospère, encore sensible, cependant, malgré la petitesse même de la somme, ce qui caractérise bien la situation.

Au contraire, dans les périodes prospères, c'est là où les progressions, surtout appréciables, sont d'autant plus dignes d'être notées qu'elles se prolongent pendant des séries d'années, correspondant bien à l'*activité* des affaires, et cela non seulement dans un pays, mais dans le monde entier.

Cet entraînement des échanges, qui accompagne toujours une hausse des prix de la plupart des produits et, par suite, des salaires, paraît ainsi être bien lié à l'accroissement des consommations. Sans doute, les classes aisées et les classes moyennes y ont aussi leur part, quoiqu'elles *ne forment pas la majorité*; mais si leurs consommations étaient influencées par l'accroissement de la richesse générale à leur profit, pour ainsi dire exclusif, selon notre confrère, dans les périodes de prospérité, comme cette richesse se conserve, pour une grande partie, ainsi que les relevés des valeurs successorales en donnent le témoignage, il ne devrait pas y avoir un recul et encore moins une diminution aussi sensible des consommations, à en juger par le produit des taxes pendant les périodes de liquidation.

Les différences notables que nous observons sur le tableau ci-joint entre les accroissements moyens et les diminutions que nous relevons dans les périodes prospères et dans les périodes de liquidation, coïncidant avec l'activité ou le ralentissement des affaires, c'est-à-dire avec le mouvement des usines et des échanges, nous indiquent que les salaires des travailleurs, c'est-à-dire du plus grand nombre, doivent jouer un rôle prépondérant. Et alors, c'est là que nous trouvons, par centaines de millions et par milliards, des sommes, en un mot un *capital* qui a été *employé en consommations* et qui, pour ne pas figurer à l'actif des valeurs successorales, ne doit pas moins être porté à l'*actif* des travailleurs pour satisfaire leurs besoins dans tous les genres.

Nous avons mis en présence les produits des taxes perçues en France sur les boissons et sur le tabac, et d'un premier coup d'œil on constate que si, pour les deux articles, la progression des recettes prises en bloc persiste en général, quelle que soit la situation des affaires, cependant on note des arrêts, des reculs et, quand on ne va pas jusque-là, il y a au moins des ralentissements bien sensibles de cette marche en avant.

Pour grouper les chiffres afin de bien se rendre compte de l'activité ou du ralentissement des consommations des boissons et du tabac, d'après les droits perçus, nous donnerons, par périodes, la moyenne annuelle des plus-values. (Voir page 192.)

Pour les boissons les accroissements varient de 1,5 à 29 300 000, comme accroissement moyen annuel, 1840-1847—1871-1876. Malgré l'accroissement des taxes en 1871, l'accroissement n'a subi aucun arrêt.

La plus grande diminution a eu lieu en 1870, 26 millions, et en 1881-1882, après la crise qui a éclaté en janvier, 17 millions.

La consommation de tabac a aussi diminué de 1,8 millions de francs en 1870-1871; mais les accroissements sont beaucoup moindres que pour les boissons, le maximum annuel ne dépasse pas 9 millions (1880-1883), alors que pour les boissons les plus-values s'élèvent souvent à 10, 11, 13, même 14 millions de francs. Cette simple différence dans l'accroissement des consommations indique, pour les boissons, que ce sont les travailleurs manuels qui se portent de préférence de ce côté, les classes moyennes et riches préférant, comme signe d'élégance, le cigare.

Tableau des mouvements des taxes de consommation.

(Moyenne annuelle.)

Boissons.				Tabac.			
En plus.		En moins.		En plus.		En moins.	
Millions de francs.				Millions de francs.			
1840-1847. . .	+	1,5	»	1840-1847. . .	+	3,1	»
1848		»	— 11,0	1848	+	4,0	»
1849-1851. . .	+	4,3	»			»	»
1852-1853. . .	+	6,0	»			»	»
1854		»	— 8,0			»	»
1855-1858. . .	+	13,0	»	1853-1857. . .	+	8,6	»
1859-1860. . .	+	5,0	»	1858-1859. . .	+	2,5	»
1861-1863. . .	+	11,6	»	1860-1869. . .	+	8,4	»
1865-1866. . .	+	14,0	»			»	»
1867		»	— 10,0			»	»
1868-1869. . .	+	7,5	»			»	»
1870		»	— 26,0	1870-1871. . .		»	— 1,8
1871-1876. . .	+	29,3	»			»	»
1878-1880. . .	+	13,6	»			»	»
1881-1882. . .		»	— 17,0	1880-1883. . .	+	9,0	»
1883-1884. . .	+	10,5	»			»	»
1885-1886. . .		»	— 7,5	1885-1886. . .		»	— 4,0
1888-1890. . .	+	10,6	»	1889	+	3,0	»
1891-1892. . .	+	13,0	»	1892	+	5,0	»
.		»	»	1893		»	— 2,0

Le tabac a cédé le pas à la consommation des boissons. L'accroissement total, depuis 1840, donne, pour les boissons, 380 millions de francs, et pour le tabac, 281. Dans les deux cas, les maxima s'observent à la fin des périodes de prospérité et les minima, le ralentissement, ou le recul même, dans les périodes de liquidation, ou sous l'influence de causes politiques.

D'une dépense totale représentée par des taxes s'élevant à 185 millions de francs par an, en 1840, nous passons à une dépense de 846 millions en 1892, et chaque année cette dépense alimente le budget sans avoir sa place dans les valeurs successorales, elle passe tout entière dans les consommations provenant de sources qui n'ont aucun rapport avec les revenus ordinaires provenant des valeurs mobilières ou immobilières qui, malgré leurs variations, ont une fixité relative et ne peuvent

se répercuter sur les consommations, comme le font par leur mobilité les salaires et les chômages.

Comestibles. — Pour les comestibles, les consommations sont influencées dans le même sens, mais comme les taxes ne touchent que les articles de choix, presque de luxe, nous pouvons mieux suivre le développement ou le ralentissement des consommations pour les classes aisées et riches.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est la faiblesse du rendement de l'impôt : en 1840, la taxe sur les comestibles, à Paris, ne dépassait pas 5 500 000 fr., si l'on est surpris, c'est qu'elle ne dépasse pas 33 millions en 1893, pas même le chiffre exceptionnel (34 millions) atteint en 1889, au moment de la dernière Exposition universelle. L'accroissement maximum n'aurait ainsi pas dépassé 27 millions, soit en 56 ans, 500 000 fr. par an, quand, pour les boissons, l'accroissement moyen annuel est de plus de 1 717 000 fr., trois fois plus considérable. En 1840, les recettes des boissons étaient plus du double de celles des comestibles; en 1895, la proportion est restée la même.

Nous arrivons, toujours pour les consommations qui frappent l'ensemble des groupes de population, soit en France, soit à Paris, à constater, pour les boissons et le tabac, des plus-values trois fois plus considérables que celles auxquelles prennent part plus particulièrement les classes aisées et riches. Si nous en jugeons d'après la proportion du nombre des voyageurs en première classe, en chemin de fer, la proportion sera la même.

C'est ce triage que nous essayons de faire en cherchant parmi les consommations la part plus ou moins prépondérante de chacune des classes de la société, afin de reconnaître les ressources qui font face à ces dépenses, salaires ou revenus. Peut-être, en observant le nombre des voyageurs, par classe, dans les six grandes compagnies de chemins de fer, arriverons-nous d'une manière plus précise à distinguer la classe choisie par la partie la plus nombreuse de la population et à reconnaître celle qui prend la plus large part aux consommations et dans quelle mesure elle y prend part.

La statistique des chemins de fer nous donne cette division, par classes, depuis 1866; nous n'avons pu remonter jusqu'en 1840.

Ici, comme dans toutes les entreprises de création récente, nous sommes en présence d'une progression continue du nombre des voyageurs, quelle que soit la situation ou les troubles politiques qui viennent se jeter à la traverse; sauf la guerre de 1870, qui la suspend un moment, chaque année elle s'avance, mais d'une quantité variable qui, seule, indique l'état de crise ou de liquidation.

Sans nous étendre sur chaque période, ce que l'on pourra faire sur le tableau ci-joint, voici ce que nous constatons : de 1866 à 1894, 86 millions de voyageurs de toutes classes dans la première année, 331 millions dans la dernière, le nombre a presque quadruplé! Comment ce nombre s'est-il réparti par classes ?

Nombre de voyageurs par classes.

	1 ^{re} classe	2 ^e classe.	3 ^e classe
	—	—	—
	Millions.		
1866. . . .	8,0	26	52
1882. . . .	14,6	60	106
1894. . . .	19,0	104	197

[illegible]

La première classe s'accroît de 8 à 19 millions, elle fait plus que doubler.

La seconde, de 26 à 104, a quadruplé.

La troisième, de 52 à 197, ne quadruple pas, mais elle en est bien près.

Quant à l'accroissement du nombre des voyageurs par classe :

1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe.
—	—	—
	Millions.	
+ 11	+ 78	+ 145

On voit combien les nombres eux-mêmes donnent une plus grande idée des mouvements que les proportions. Alors que la deuxième classe quadruple et que la troisième n'y arrive même pas, cependant, en deuxième classe nous ne comptons que 78 millions de voyageurs, quand la troisième en donne 145 millions !

A côté de ces chiffres, pour quelle petite part intervient la première classe, avec ses 11 millions de voyageurs ! Les chiffres parlent ici avec clarté, ce ne sont pas les classes les plus riches qui profitent le plus de tous les progrès de la civilisation, il y a là, au contraire, une harmonie économique, puisque l'harmonie providentielle fait horreur à tant de gens aujourd'hui, qui s'impose et en répartit les bienfaits surtout parmi la classe qui a le plus de besoins.

Nous venons de constater quelle a été la part de cette classe dans les consommations et dans les moyens de transport, suivons maintenant les efforts qu'elle fait pour s'aider elle-même par l'épargne, qui est aussi un difficile travail à pratiquer avec constance et dont nous pouvons cependant nous rendre compte par les dépôts dans les caisses d'épargne, par les sociétés de secours mutuels, par les sociétés coopératives, etc.

Les relevés des caisses d'épargne ordinaires, de la caisse d'épargne de Paris et de la caisse d'épargne postale, de création récente, nous donnent, depuis 1840, des séries de chiffres qui, pour leurs mouvements comme les taxes perçues sur les boissons et sur le tabac, correspondent aux périodes de prospérité et de liquidation, comme on peut le voir sur le tableau général ci-joint.

De 1840 à 1895, le total des sommes dues au 1^{er} janvier, par les caisses d'épargne ordinaires, s'est élevé de 171 millions à 3 394 millions et à 690 millions pour la caisse d'épargne postale, soit, en tout, plus de 4 milliards.

Pour la caisse d'épargne de Paris, depuis 1849, alors que le solde a été converti en rentes sur l'État, le chiffre des dépôts s'est successivement élevé dans des proportions en rapport avec l'activité des affaires, sans dépasser 157 millions de francs, faible somme, si nous la rapprochons des 4 milliards dont nous venons de parler pour l'ensemble des caisses d'épargne. Néanmoins, avec un solde aussi faible pour Paris, on a pu acheter pour 247 906 000 fr. de rentes à la demande des déposants.

Voilà, il nous semble, bien des capitaux au crédit des classes de la société qui n'ont pas la part qui leur est due, il en est de même en Angleterre ; et dans toutes les villes où les inégalités de fortune sont les plus grandes, les classes moyennes et inférieures en retirent la meilleure part.

Relevons-nous, dans ce pays, le capital des sociétés coopératives depuis 1876, nous voyons qu'il a plus que triplé, en 1894, de 5 à 15 millions de livres sterling.

Pour la caisse d'épargne, le capital employé en achat de rente sur l'État, de 1881 à 1894, s'élève de 738 000 livres : plus de 7 000 000 de livres.

Nous venons de passer en revue ce capital réparti en poussière dans mille mains, permettant aux consommations de prendre, dans tous les genres, un développement bien supérieur à celles du passé, le fait est là, sous nos yeux, en est-on plus heureux ? Oui, dans la satisfaction des besoins, mais non, et moins que jamais, dans la satisfaction des désirs et par les comparaisons avec ce qui vous entoure.

Nous n'avons observé la répartition du capital que dans les mains des classes les plus nombreuses, il faudrait l'étudier dans les mains des classes privilégiées et constater les pertes qu'il éprouve chaque jour par l'échec des entreprises dont la plus grande partie du capital (actions et obligations) a été absorbée et engloutie dans les salaires payés aux travailleurs, ne laissant entre les mains des souscripteurs qu'un chiffon de papier. Pour se rendre compte de ces pertes, il suffira de jeter un coup d'œil sur l'*Investor Monthly Manual* anglais et américain ; sur des milliers de valeurs anglaises, américaines et internationales on verra les écarts entre le pair, les sommes versées et les cours actuels de ces valeurs : un tiers ou un quart est au-dessous du pair. Voilà les bénéfices du capital des souscripteurs et ce capital perdu a passé, pour la plus grande part, dans ce que l'on a improprement appelé le fonds des salaires.

Clément JUGLAR.
